

« La Métropole du Grand Paris est complexe et illisible »

Stéphane Troussel, le président (PS) du conseil départemental, répond à Patrick Ollier, le patron (LR) du Grand Paris, qui remettait en cause hier l'existence des départements.

PAR GWENAEL BOURDON

RENFORCER la Métropole du Grand Paris (MGP) et remettre en cause l'existence des départements ? La perspective, évoquée hier dans « le Parisien » par le président (LR) de la MGP, Patrick Ollier, fait s'étrangler Stéphane Troussel, patron PS de la Seine-Saint-Denis. « Je trouve le propos hallucinant. Les élus, dont je suis, qui ont créé la MGP s'accordent à la trouver chronophage, complexe, illisible. Elle n'a d'autre compétence que celle de lancer des études, des appels à projets. Et elle se dit déjà au bord de la cessation de paiement ! Ce n'est pas satisfaisant. »

« LE DÉPARTEMENT A PLEIN DE DÉFAUTS, MAIS IL A UNE FORCE : SA LÉGITIMITÉ DÉMOCRATIQUE »

Pas plus, à ses yeux, que de désigner les départements comme l'échelon de trop dans le « mille-feuille administratif ». « Le départe-



Pour Stéphane Troussel, patron PS de la Seine-Saint-Denis, la MGP de Patrick Ollier « n'a d'autre compétence que celle de lancer des études ».

ment a plein de défauts, mais il a une force : sa légitimité démocratique, validée par le suffrage universel », souligne-t-il.

Certes, juge Stéphane Troussel, il y a bien « un problème de lisibilité du Grand Paris, de la région capitale, à



LP/MATHIEU DE MARTIGNAC/ETDR

l'international ». « A mes yeux, le principal problème est celui de la redistribution des richesses. Il s'agit du territoire parmi les plus riches et denses d'Europe, mais il présente les fractures fiscales et sociales les plus importantes. »

Et de s'interroger : « Pourquoi cibler les départements au moment même où on entend dire que les collectivités doivent économiser 13 Mds € ? Qui paierait alors le chèque réussite (NDLR : 200 € pour chaque élève entrant en 6^e) pour les collégiens de Seine-Saint-Denis ? Qui assumerait les dépenses de solidarité nationale telles que le RSA, l'accompagnement des personnes âgées ou handicapées ? Est-ce que ce ne sont pas ces politiques de solidarité qui sont dans le collimateur de Bercy ? »

Mais le gouvernement partage-t-il la vision de Patrick Ollier qui pourrait ne défendre que son pré carré ? Stéphane Troussel semble en douter : « J'ai fait partie de la délégation de l'Association des départements de France reçue par le président de la République en juillet. Il semblait prêt à la concertation. Des métropoles de Lyon, Aix-Marseille ou Paris, aucun modèle ne lui semblait meilleur qu'un autre. » L'élu attend désormais la Conférence nationale des territoires de cet automne pour être fixé sur les réelles intentions du président de la République.